

Éducation et émancipation

Il faut impérativement améliorer et intensifier l'éducation et la formation continue, sans quoi rien ne va plus – tel est le message actuel omniprésent. Sans formation, pas d'emploi sûr et convenable. Sans main d'œuvre qualifiée, les entreprises, les sites de production et les collectivités seraient largués et exclus du développement global. La répétition de ce message semble gagner en crédibilité avec la digitalisation, réelle ou affirmée. Il en résulte du stress, de la peur et une propension à la conformité. Des «réformes» du système éducatif se préparent dans la foulée. Cependant, l'éducation s'est d'ores et déjà muée en un atout des sites de production, en une matière première. Elle est devenue simple qualification professionnelle. Au-delà de l'analyse de ces transformations, les auteur-e-s du présent recueil retracent les motivations et les conceptions perdues d'une éducation émancipatrice.

Les contributions du premier tiers du volume traitent de «l'économisation» de l'éducation. Les auteur-e-s décrivent ce phénomène sur deux niveaux, celui des contenus de l'éducation et celui de ses formes et institutions. **Fitzgerald Crain** analyse et critique la réduction – la concentration – des processus éducatifs à l'acquisition de compétences utiles – ou prétendument utiles – sur le plan économique, autrement dit, la réduction de l'éducation en procédure de qualification. Tout est subordonné aux besoins en main d'œuvre du capital, comme l'écrit **Erich Ribolits**. Il constate la «fin définitive du bourgeois cultivé» face à l'assignation d'optimiser et de mettre en scène sa propre force de travail.

Toutefois, cette économisation de l'éducation, souvent déplorée, ne se limite pas à l'appauvrissement de ses contenus, mais elle s'étend aussi à ses formes, de plus en plus souvent organisées selon une logique marchande. Ce constat est net dans le domaine de la formation académique: les hautes écoles sont progressivement poussées dans une logique d'entreprise, comme le montre **Johannes Gruber** par rapport à l'émergence de marchés de la formation. Mais même dans les domaines de la formation obligatoire (**Wibke Opermann**), de l'encouragement précoce (**Theres Hammel**) ou encore de la formation d'adultes (**Linda Stibler**), l'éducation est conçue de plus en plus souvent comme une prestation de service, offerte sous forme commerciale. **Thomas Ragni** étaye ces tendances avec des données sur la transformation des flux financiers dans le financement de l'éducation publique. **Romy Günthart** et **Ute Klotz**, pour leur part, montrent que l'économisation se répercute aussi sur les

conditions de travail du personnel enseignant – en l’occurrence dans les hautes écoles spécialisées.

René Levy et **Isabel Martinez** analysent, à l’aide de données suisses et européennes, les effets des tendances à l’économisation et à la bureaucratisation de l’éducation sur la (re-)production des inégalités au sein du système de formation. **Markus Truninger**, de son côté, montre pourquoi les efforts à améliorer les chances scolaires des immigrés échouent souvent, alors que **Nadia Lamamra** problématise la division hiérarchique des rôles de genre dans la formation professionnelle duale. Face aux multiples discriminations dans le système suisse d’éducation et de formation professionnelle, **Farinaz Fassa** constate un fossé entre le projet politique et la réalité pratique en matière d’égalité des chances.

Détecter les voies subtiles et entrelacées de la discrimination dans l’éducation exige des perspectives différenciées. **Chantal Hinni** décrit comment le concept de l’intersectionnalité rend visibles des formes de discrimination qui résultent de l’interaction entre catégories et qui restent, de ce fait, souvent incomprises dans les analyses conventionnelles. Les études genre, violemment attaquées par l’esprit du temps de la droite et qui domineraient les institutions de formation, s’intéressent aux ›angles morts‹ des études sur l’éducation et les sciences, comme le démontrent **Fabienne Amliger** et **Annemarie Sancar** à l’exemple du Centre interdisciplinaire d’études genre IZfG de l’Université de Berne. Enfin, **Holger Schatz**, dans un essai sur la critique de l’idéologie, se pose la question de savoir dans quelle mesure la revendication de l’égalité des chances dans le système de formation affirme des rapports de concurrence sociocénomiques.

Depuis longtemps, le Réseau de réflexion, et plus particulièrement son groupe thématique Éducation, critique l’appauvrissement de l’éducation pour des motifs économiques. En 2007 déjà, il a écrit que »L’éducation est un moyen qui nous aide à vivre dans le monde actuel, mais elle est aussi – et même en premier lieu – une valeur en soi qui nous rend capables de fixer nos objectifs nous-mêmes.« **Anton Hügli** reprend cette idée et esquisse les possibilités d’une émancipation par l’éducation.

Les contributions du dernier chapitre présentent des exemples concrets et encourageants qui font apparaître le potentiel émancipateur de l’éducation: **Catherine Haus** dans le cas des écoles primaires à Genève, **Katharina Steinmann** dans celui d’un jardin d’enfants qui se passe de matériel de jeu, **Roland Herzog**, **Hans Baumann** et **Bruno Bollinger** par rapport aux pratiques de la formation syndicale. Quant à **Annemarie Sancar**, elle interroge de jeunes femmes engagées sur l’importance pour elles du travail d’éducation politique féministe.

Enfin, une discussion entre les membres de la **rédaction de l'annuaire** réinterroge et synthétise les relations entre émancipation et éducation.

Nous nous réjouissons de pouvoir publier à nouveau des contributions en français dans cet annuaire. Nous les devons au groupe régional romand du Réseau de réflexion, actif depuis trois ans. Le Réseau de réflexion continuera de publier régulièrement des articles en français et à mettre ainsi en lumière la diversité des discours dans différentes régions linguistiques.

Rédaction de l'annuaire